

LE MILITANT

Février 1964

Bulletin publié pour aider tous les militants qui travaillent à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire .

XXXXXXXXXX XXXXXXXX XXXXXXXXXXXX XXXXXXXX XXXXXXXX XXXXXXXX XXXXXXXX

L'ACTION MILITANTE EN FEVRIER

Les licenciements continuent, brutalement comme chez RBV, mais plus souvent, souplement comme chez Ernault-Somua ou 98 ouvriers sont avertis qu'ils doivent chercher du travail avant juillet et qu'ils toucheront un mois de préavis.

Dans l'immédiat la plupart des ouvriers retrouvent du boulot, mais constant que c'est un travail plus mal payé. Un tourneur P2 de R.B.V. a pu faire six boites en trois mois, et, même là où il eut une place de régleur, il ne retrouva pas son salaire du début d'année.

A la faveur des licenciements, les patrons réussissent à stopper pour le moment, les revendications de salaires et à stopper aussi les déplacements volontaires d'ouvriers qualifiés.

Si, dans l'immédiat un puissant mouvement de métallos parisiens semble difficile à déclencher, il serait par contre urgent que les organisations syndicales entreprennent une campagne commune d'information de la population. On pourrait envisager une assemblée des délégués (de tous syndicats) de toutes les usines où les licenciements menacent. Une telle assemblée sensibiliserait la masse des métallos.

Des camarades luttent déjà dans ce sens dans leur section syndicale.

""Pourquoi les bouchers, les épiciers etc, peuvent-ils tenir des assemblées centrales à la Mutualité . Pourquoi pas les métallos ?"".

mmmmmmmmmmmmmmmm

Les difficultés des travailleurs, la lutte des ouvriers de Nantes et de Saint-Nazaire, tout cela est absent des préoccupations de la SFIO et de son candidat Deferre. La direction du PCF continue à publier des articles caractérisant correctement l'opération Deferre, mais elle n'oppose pas un programme exaltant pour les salariés et se tait sur la question d'un candidat du socialisme. Que fera t'elle demain ? Jusqu'où ira t'elle ? Dans la période présente, nous pouvons "prendre date", susciter des réunions avec les militants du P.C.F., discuter "programme", participer avec eux à toutes les actions revendicatives, et rendre plus difficile un tournant toujours possible de la direction PCF.

mmmmmmmmmmmmmmmm

En Février, chaque journal d'entreprise doit rappeler le massacre de Charonne.

mmmmmmmmmmmmmmmm mmmmmmmmmmmmmmmmm mmmmmmmmmmmmmmmmm mmmmmmmmmmmmmmmmm

INCESSAMMENT PARAITRA LE MENSUEL L'ACTION publié par un certain nombre de camarades parmi lesquels, Poperen, Lequenne, Bourdet, Breibtreu, etc Ce mensuel comportera régulièrement deux pages sur les questions syndicales, les actions dans les entreprises, et le courrier des lecteurs.

mmmmmmmmmmmmmmmm

PARUS EN JANVIER

L'ETINCELLE PARIS-CHEQUES

N° 13 . 2.000 exemplaires
diffusés chaque mois.

BONNE ANNEE....PONNE SANTE.

Selon un rite soigneusement entretenu, le ministre des P.T.T. nous a adressé ses vœux....Et quels vœux.

"Je souhaite que pour tous nos services, l'année 1964 soit une année réussie".

Quelle sollicitude pour nos services. Nous qui faisons les frais de cette réussite, nous voilà prévenus.

Aux postiers, le ministre "souhaite la santé physique et morale, les joies saines, l'équilibre devenu si nécessaire" (sic).

Et pour terminer, il conclut : "soyez assurés que je m'efforcerai de donner aux vœux que je vous adresse, une traduction concrète en défendant en toutes circonstances, la cause d'un personnel que je suis fier de diriger". Le personnel des PTT soumis à un rendement toujours plus élevé, à des cadences infernales qui détériorent sa santé physique et morale, déséquilibrent le système nerveux, apprécierait certainement un peu plus de discrétion dans la déclaration et davantage de mesures concrètes, (réduction du temps de travail) de la part de celui qui est, à la tête de l'administration, responsable de nos déplorables conditions de travail.

Des paroles peut-être...Mais aussi des actes, Monsieur le Ministre .

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

L'ETINCELLE DES HOPITAUX

N° 3 ..1.000 exemplaires
diffusés chaque mois.

Dans l'Etincelle, nous avons pour principe de défendre les intérêts globaux du prolétariat. Nous soulignons aussi, plus volontiers, les conditions matérielles et morales qui sont faites aux travailleurs les plus défavorisés (ex. Nos précédents échos sur les stagiaires).

Mais, il existe dans les hopitaux, une autre catégorie dont nous voulons parler aujourd'hui, qui se trouve absolument surexploitée et, le plus souvent, pour le moins, incomprise par beaucoup de camarades de travail: le personnel d'origine antillaise..

.....
Rien de durable et d'important ne se fera sans la masse des salariés les plus exploités. Défendre particulièrement les travailleurs antillais, c'est défendre les intérêts globaux du prolétariat

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Pour être antiraciste, il faut réfléchir et même lire.

Mais, être raciste...C'est à la portée du premier abruti venu.

Ne succombons jamais à la solution de facilité .

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

L'ÉTINCELLE GARE DE LYON

N° 13. 1.200 ex.
Diffusés chaque mois.

Mr Ségalat, président du conseil d'administration de la SNCF dit :
"Depuis 1958, le chemin de fer bat chaque année le record du trafic des marchandises établi l'année précédente. Pour le trafic des voyageurs, il en est de même depuis 1960.

En 1963, les chiffres de 1962 vont être encore dépassés de plus de 4% pour les marchandises et de plus de 3% pour les voyageurs.

C'est là un beau palmarès à l'actif de cette équipe de 360.000 hommes qui a pour stade le pays tout entier"

Des fleurs, mais pas un mot sur le "beau palmarès" de nos salaires.

Pourquoi Mr le Président ? Des trémolos en parlant de la lutte des cheminots contre le froid l'hiver dernier, mais pas un mot sur la diminution de la journée de travail. Pourquoi Mr le Président ?

Vous qui appartenez à la SFIO, avez vous oublié le cabinet de Léon Blum ? N'êtes vous donc que l'honnête gérant de l'U.N.R. ?

Montrez nous que, lorsqu'un membre de la SFIO préside à nos destinées, il y a du changement pour les cheminots. Tant pis si De Gaulle doit froncer les sourcils. Courage camarade Président.

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

L'ÉTINCELLE ERNAULT-SOMUA

N° 38 . 500 ex.
diffusés chaque mois.

Que ne nous ont-ils pas promis les spécialistes de la productivité, du marché en expansion continue, du "miracle français".

Le marché commun ? mais il est bénéfique pour tous.

La productivité ? Mais c'est pour le bien être des ouvriers.

Les crises économiques ? Mais tout cela est du passé.

Et voila que le marché en expansion se transforme en peau de chagrin.

Si vous interrogez les technocrates, ils vous répondront qu'on n'y peut rien, que c'est ainsi, qu'il n'y a pas de commandes.

Ils sont prêts à sortir leur règle à calcul pour démontrer que les licenciements sont pénibles certes, mais inévitables...sauf si vous avez la réputation d'être combattifs et unis comme les ouvriers de Saint Nazaire.

Alors, là, c'est le Préfet de la Loire Atlantique en personne qui va voir les patrons pour les exhorter à embaucher les licenciés de Saint Nazaire.

A l'heure où la Direction d'Ernauld-Somua s'apprête à licencier une partie importante du personnel, il importe de mener une lutte unie autour de nos organisations syndicales sans se laisser abuser par les promesses de reclassement de la Direction.

xxxxx xxxxxx

A la dernière réunion des délégués, la Direction interrompit un camarade qui disait "votre entreprise". La Direction rectifia "Notre entreprise". On ne demanderait pas mieux -et ça viendra- Mais pour le moment, il faut bien avouer que le destin des machines et beaucoup plus assuré que celui des hommes.

La Direction veut laisser entendre que nous possédons l'entreprise.

Nous, nous avons nettement l'impression que c'est l'entreprise qui cherche à nous posséder.

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

L'ETINCELLE DE DIJON

N° 8. 1.500 exemplaires diffusés chaque mois.

REFORME DES H.L.M.

Jusqu'à ce jour, les conseils d'administration de HLM se composaient de 21 membres dont les représentants des syndicats ouvriers (un siège), de l'association des locataires (deux sièges), du Comité départemental des HLM (un siège), des sociétés HLM (un siège), de l'Union des associations familiales (un siège) et deux représentants du Conseil Municipal.

Le projet de réforme de Monsieur Maziol, ministre de la construction, consiste à récuser tous ces représentants et à les remplacer par de nouveaux représentants "nommés par le préfet parmi les personnes particulièrement compétentes en matière d'hygiène ou de logement, ou intéressées à la bonne gestion de l'Office".

Ainsi, une fois de plus, le gouvernement montre son vrai visage et son véritable objectif qui est l'élimination de toute représentation ouvrière là où les ouvriers avaient un contrôle effectif. Il eût été plus utile d'augmenter les crédits à la construction.

L'ETINCELLE

N° 13. 500 exemplaires diffusés chaque mois.

De la section du Centre de Recherches de l'Electricité de Chatou. (CREC)

Les examens à l'EDF et plus localement au centre de Chatou.

La Direction répand de plus en plus le processus du concours pour "sélectionner" les candidats. Processus de duperie, d'intimidation, mais qui, au premier abord, paraît logique, voire juste.

Avant toute chose, il faut bien avoir en tête que dans la plupart des cas.

- 1) La Direction a, seule, le monopole des épreuves et du choix du candidat.
- 2) Le choix est prédéterminé.

Ceci étant indiscutable, il va de soi que l'examen n'est qu'un numéro de cirque de plus, auquel nous prétons malheureusement notre concours. Il permettra à la direction d'obtenir et de justifier son choix. . . .

Donnons quelques exemples: -L'élue n'a pas réussi la meilleure copie; qu'à cela ne tienne, l'examen n'est pas prépondérant pour le choix définitif. -Un agent non promu a échoué. Bon argument pour le patron pour justifier son choix et pour refuser un avancement futur au camarade défail- lant. Ce collègue trainera ce boulet pendant des années tout en donnant entière satisfaction dans son travail.

L'ETINCELLE

N° 1

Section étudiante de DIJON du PSU.

"Mr Bouulloche, ancien ministre de l'éducation nationale sous le ministère Debré a présenté un projet de réforme des grandes écoles dans lequel il est stipulé que le minimum vital mensuel pour un étudiant se situe entre 400 et 500 NF. La bourse maxima pour un étudiant est de 330 NF. Pourtant le gouvernement avait augmenté le prix des loyers dans les cités, le prix des repas (mais la qualité reste la même)

Les places de cinéma, les livres, les consommations, les transports ont également augmenté. SEULES LES BOURSES SONT "STABLES".
Le plan de stabilisation gaulliste s'attaque aussi bien au niveau de vie des travailleurs qu'à celui des étudiants.
Les actions corporatistes ont largement montré leur inefficacité.
C'est par une lutte commune des travailleurs et des étudiants que le pouvoir cédera.

L'ETINCELLE

N° 2

de la Section de TROYES.

"Peut-on se réclamer de l'unité et organiser des grèves isolées ? Peut-on lutter contre le régime et siéger dans les organismes du plan, lesquels sont créés pour emprisonner les dirigeants syndicaux ? Peut-on participer à la conférence des revenus du gouvernement, qui a pour but de bloquer les salaires, et lutter efficacement pour leur augmentation ?

Peut-on, à la fois, s'opposer au régime et faire l'unité avec certains partis bourgeois qui ne s'y opposent que dans la forme et non dans le fond ?

xxxxxxxxxxxx

Le malheur d'être jeune dans la bonneterie. Pourquoi les jeunes travaillant aux pièces sont-ils payés à l'heure, alors que leur rendement est supérieur aux normes ?

xxxxxxxxxxxx

Grèves hiérarchisées... 3% d'augmentation.

Tu fais grève pour 15 frs

Ton chef pour 60 frs.

TU TROUVES CELA JUSTE ?

LE MILITANT SOCIALISTE

Bulletin de la Section de SAINT-NAZAIRE.

N° 1

(Comme il existe dans la région, un journal chrétien portant le nom de L'Etincelle, nos camarades ont dû choisir un autre titre. Leur journal est rédigé par des travailleurs de Sud-aviation et des Chantiers. Fraternel salut aux camarades de Saint-Nazaire qui participent très activement à la lutte contre le Talon de fer capitaliste)

LA VOIE DU SUCCES. Le problème de l'emploi dans la région n'est pas nouveau. Mr Pinczon lui même écrivait en février 59. dans les perspectives de l'emploi dans la région de St Nazaire" :

"La création de nouveaux emplois s'avère indispensable, tant pour éviter le chômage que pour atténuer l'excessive concentration industrielle"

245 travailleurs licenciés aux fonderies, 58 chez LANGE, 103 chez THIRIET . C'est cela "éviter le chômage" Mr Pinczon ?

En réalité, nous n'attendons rien du régime capitaliste. Seule l'unité d'action des salariés peut apporter de profondes modifications dans ce pays.

Et nous pensons que cette union dans l'action peut-être engagée sur des mots d'ordre communs à tous les salariés :

1°) Garantie de l'emploi . 2°) Retour aux 40 h sans perte de salaire.

3°) Augmentation non hiérarchisée des salaires et retraites.

4°) Retraite à 60 ans dans l'immédiat. Il y a dans ces revendications les éléments mobilisateurs communs aux travailleurs de nombreuses corporations, et le complément logique, c'est la constitution d'un Comité de coordination des luttes. C'EST LA SEULE VOIE VERS LE SUCCES.

UNE OMISSION DE TAILLE.

Le régime gaulliste fait le bilan de ses activités. Il mettrait bien la douceur de décembre dans ses réalisations s'il ne craignait qu'on lui attribue l'été pourri de l'an dernier.

Par contre, le pont de Tancarville? c'est lui. Les quatre semaines de congés payés? C'est encore lui.

Aussi camarades, chaque fois qu'un "godillot" gaulliste se hasarde à vanter son "bilan" dans une réunion publique, demandez lui poliment de ne pas omettre dans son actif, l'affreux massacre de Charonne perpétré en Février 1962 par une bande qui vaut cent fois le "gang des laches".

Le régime gaulliste, ce n'est pas Tancarville, c'est Charonne.

xxxxxxxxxxxxxxxxxxx

SOCIETE ANONYME.

Boulevard Lefèbre, les sauveteurs recherchaient des morts inconnus sous les décombres de l'immeuble effondré. En effet, le carnet d'embauche n'avait pas été retrouvé. Qu'importe au capitalisme le nom des hommes qu'il exploite? Il ne s'intéresse qu'à leur puissance de travail. D'autres ouvriers viendront remplacer les ouvriers écrasés. Les grosses entreprises n'en demandent pas plus. Il n'y a rien à espérer de ce régime, ni sécurité dans le travail, ni stabilité dans l'emploi, ni surtout le plus élémentaire respect de l'homme.

xxxxxxxxxxxxxxxxxxx

L'HONNEUR EST SAUF.

L'une après l'autre, les fédérations SFIO acceptent la candidature de Deferre. Candidature imposée par des cercles bourgeois. Dans cette attitude lamentable, le record est sans doute battu par les fédérations qui feignent de croire que Deferre acceptera demain la discipline (sic) de son parti.

Ainsi, au moyen-âge, la famille d'une fille violée était parfois prête à retirer sa plainte... à condition que la brute épouse la fille.

Il est vrai qu'une fille qui coucha avec un Lacoste en 1956, puis avec un militaire de carrière en 1958, ne peut vraiment plus se montrer difficile en 1964.

xxxxxxxxxxxxxxxxxxx

DEFERRE JUGE ET EXECUTE.

Dans "Témoignage chrétien", Yvon Le Vaillant nous parle de Deferre. Il pense que cet homme "est sincère"... ce qui ne donne que plus de saveur aux appréciations suivantes :

"Lorsque Deferre se dit socialiste, cela veut dire simplement qu'il appartient à la SFIO".

"Il ne me semble pas qu'il soit possible de -doubler- Deferre sur sa "droite", à moins d'être démocrate chrétien de vieille tendance, gaulliste ou d'extrême droite".

xxxxxxxxxxxxxxxxxxx

LA RECONNAISSANCE DE LA CHINE.

L'USINE NOUVELLE du début janvier soulignait l'urgence de l'établissement d'accords économiques avec la Chine populaire: "Le carnet de commandes français se dégonfle dangereusement"
"Le moment est bien choisi pour notre implantation commerciale en Chine"
De gaulle a fait ce qui était dans l'intérêt des capitalistes français. Tout en nous réjouissant de l'échec du blocus américain, gardons nous d'idéaliser les mobiles des bourgeois français.

LES RIGOLOS DE L'OPPOSITION RAISONNABLE.

Que ce soit la direction MRP, la Radicale ou la SFIO, toutes approuvent la reconnaissance de la Chine Populaire. Fort bien. Mais pourquoi ces farceurs ne l'ont-ils pas reconnue au cours de leurs longues années de gouvernement ?

AMERICAN WAY OF LIFE

Dans son message économique au congrès, le président Johnson a révélé que "Le revenu moyen par habitant, à la fin de l'année 1963 a augmenté de 17% par rapport au début de 1961. Dans le même temps, les bénéfices des sociétés ont augmenté de 44% par rapport au début de 1961"

BON A NOTER

Washington 31 Janvier. Le président Johnson vient de déposer devant le Congrès, un projet de loi qui a pour but d'obliger les employeurs à payer double les heures supplémentaires dans l'industrie, alors que la majoration est actuellement de 50 %. Ce projet a pour but de tenter de réduire le chômage. En effet, pour 1963 les heures supplémentaires effectuées aux USA correspondent à environ 900.000 emplois nouveaux. Les syndicats demandent qu'en certains cas, les heures supplémentaires soient payées jusqu'au triple des heures normales.

D'ACCORD.....MAIS ALORS.

L'Humanité du 29 Janvier publie un article sur l'attaque gaulliste contre la caisse de sécurité sociale de la RATP. En effet, l'Etat vient de modifier par décret du 23-1, la composition du Conseil d'administration de la caisse des assurances sociales de la RATP. La représentation patronale est introduite. 9 membres. Il reste 10 membres pour les travailleurs....mais le président du conseil -qui aura voix prépondérante- sera automatiquement le Directeur de la RATP. L'Humanité dit avec juste raison qu'"il pourra agir à sa guise" et demande aux travailleurs de se dresser contre cette nouvelle attaque gaulliste. D'accord à cent pour cent avec l'Humanité. Mais alors, il faut bien convenir que le projet de nationalisation des industries électroniques déposé au Parlement par le groupe PCF ne vaut pas mieux que les procédés gaullistes, puisque la représentation des salariés dans le conseil d'administration de l'entreprise nationalisée, SERAIT ENCORE PLUS FAIBLE, face à l'Etat et aux patrons, qu'elle ne l'est dans la caisse de la RATP. "Article 7 de la proposition de loi. Le conseil d'administration de 31 membres est composé comme suit : 12 représentants des divers organismes de l'Etat (ministère des armées, de l'EDF etc). 1 représentant patronal des entreprises électroniques non nationalisées. 1 représentant des entreprises artisanales. 3 représentants des ingénieurs. 3 représentants des cadres. 1 représentant des employés. 5 représentant des ouvriers désignés par les syndicats représentatifs du personnel. 5 représentants des syndicats ouvriers et des cadres (représentants des confédérations).

Et ceci, après que l'article 5 ait précisé que les actionnaires auront droit à une indemnité dont le montant sera "fixé d'une façon équitable". (L'Humanité du 7 janvier).

Il nous semble qu'il existe une curieuse contradiction de la part de la direction du PCF dans le fait de vouloir d'une part lutter contre les manoeuvres gaullistes, et le fait, d'autre part, de vouloir rassurer d'éventuels alliés bourgeois.

Pour notre part, parceque nous sommes sincèrement aux cotés des ouvriers de la RATP dans leur lutte présente, nous disons qu'on ne peut concevoir, pour demain, dans l'intérêt des salariés, que des nationalisations SOUS CONTROLE OUVRIER, et SANS INDEMNISATION POUR LES GROS PORTEURS D' ACTIONS.

LA PROSPERITE ? POUR QUI ?

D'une étude H. Nolleau (supplément à Economie et Politique No 113
6Bd Poissonnière Paris prix 1,50F C.C.P. 17.480.09.) nous extrayons
les conclusions

Chaque année, en moyenne, de 1949 à 1962

la production industrielle a augmenté de 6,20 %

la productivité nette nette du travail pour l'ensemble de
l'économie, a augmenté de 4,90 %

le salaire horaire nominal moyen selon le Ministère du
Travail, aurait augmenté de 9,20 %

le coût de la vie, selon l'indice moyen des Centrales syn-
dicales, a augmenté de 8,30 %

De 1949 à 1957, le pouvoir d'achat du salaire horaire moyen
avait augmenté au total de 17,3 %

d'avril 1957 à juillet 1963 il a baissé de 3,5 %

Par ailleurs de 1957 à 1962 le pouvoir d'achat des prestations
familiales d'une famille ouvrière moyenne a diminué de 8 à
10 %

L'auteur indique que l'indice moyen n'est pas caractéristique
de toutes les corporations et qualifications. Son analyse devrait être
complétée par des études par branche industrielle, qualification, région
et entreprise.

LA CLASSE OUVRIERE EXISTE-T-ELLE ?

Ex traits des statistiques de l'I.N.S.E.E.

Recensements des années 1954 et 1962

	1954	1962	différence
Total population active	19.151380	19.164.460	+13.080
Total non salariés sans le clergé	6.470.460	5.208.720	-1.261.740
dont Petits commerçants	1.268.740	1.117..840	-150.900
Total salariés sans armée ni police	12.227.600	13.405.620	+1.178.020
dont pour l'ensemble des secteurs public et privé			
Ingénieurs et cadres supérieurs	353.160	510.660	+157.500
Techniciens cadres moyens	740.100	960.160	+ 220.060
Contremaîtres ouvriers qualifiés	2.997.780	2.649.160	-348.620
ouvriers spécialisés O.S.	1.859.140	2.465.080	= +605.940
manoeuvres	1.110.640	1.405.140	+ 294.500
pour le secteur privé			
total des salariés	9.363.580	10.229.640	+866.060
dont			
techniciens	193.220	288.820	+ 95.920
employés de bureau	850.960	1.102.220	+ 251.260
ouvriers qualifiés	2.489.840	2.081.920	-407.920
ouvriers spécialisés	1.572.260	2.188.520	+ 616.260
manoeuvres	968.260	1.244.900	+276.640

Ces statistiques montrent: le poids du prolétariat par rapport à l'ensemble de la population active, la baisse de qualification professionnelle, la progression relativement faible des cadres moyens et des techniciens, le passage à l'état de salariés d'un nombre important de commerçants et d'agriculteurs. La classe ouvrière existe, elle reste "la classe qui porte en elle l'avenir"

DIALOGUES AVEC LE P.C

Tous les camarades constatent actuellement ce double fait, apparemment contradictoire une absence de luttes d'envergure; un grand moment de réflexion et de discussion chez les militants. De plus, ceux d'entre nous qui fréquentent et affrontent souvent les camarades du P.C.F. ont remarqué le bouillonnement qui existe dans plusieurs de ses organisations de base.

Voici comment cela se traduit à la gare de LYON-Paris

Etait-ce une coïncidence? Le surlendemain de la sortie de l'étincelle exposant notre point de vue sur le programme commun et annonçant un débat public sur ce thème pour Février, la cellule des bureaux Expéditions nous invitait à discuter du programme du P.C

La réunion groupa 15 participants: 6 P.C, 5 P.S.U, et 4 Cégétistes sans appartenance politique.

La première intervention du PC se déroula sur les positions habituelles: le pouvoir personnel; son caractère néfaste sur le plan international et intérieur; la montée de l'opposition; l'union de tous les républicains autour d'un programme commun démocratique les principaux points du programme.

La deuxième intervention du PC porta sur ce que pourrait être un programme démocratique appliqué à la SNCF: essentiellement gestion tripartite.

La discussion s'ouvrit par un exposé, de 10' environ, du représentant du PSU. En voici le résumé:

-Oui à un programme commun discuté de la base au sommet.

-Non à un programme simplement démocratique, qui ne mettrait pas le socialisme à l'ordre du jour. Les raisons économiques d'une telle exigence.

-Les échecs historiques des expériences démocratiques en France 36, 45, 56: souci de rassurer les modérés' refus d'aller jusqu'au bout, découragement des masses.

-Pour changer le rapport de force, il faut mobiliser les masses. Elles ne mobiliseront pas si on ne leur propose pas un changement radical. Les travailleurs jugeront le programme sur son contenu, mais il le jugeront surtout sur le caractère de classe de la coalition qui l'aura préparé et qui se proposera de le réaliser.

-L'union la plus large est une position de collaboration de classe avec les partis se réclamant du socialisme et les syndicats. Il faut dire clairement avec qui l'on s'unit et contre qui on se rassemble. Les alliances sont la pierre de touche du programme.

-L'axe de la lutte ne peut être ni les élections présidentielles, ni la conquête d'une majorité parlementaire, il doit être la préparation de la crise qui emportera le régime neo-capitaliste

-Pour terminer, sévère critique de la candidature Defferre, dont l'opportunisme du PC est en partie responsable.

Au cours de la discussion qui suivit chaque camarade du PSU a développé un point particulier de l'exposé général :

- Union de tous les républicains, coalition avec l'adversaire de classe .
- Nécessité de revenir à l'analyse marxiste du pouvoir d'état.
- Caractère des nationalisations en régime capitaliste.
- Démobilisation des masses par des alliances contre nature.
- Alternative: gaullisme ou socialisme.

Il est visible que , au moins provisoirement, nous avons emporté l'assentiment de quelques uns des auditeurs. Nous n'en voulons pour preuve que les déclarations qui nous furent faites en fin de séance

Les entretiens doivent se poursuivre, le PC viendra sans doute à notre réunion de Février et nous travaillerons à l'élaboration d'un programme commun sur le plan de la gare de LYON

R.M Gare de LYON
Responsable C.F.T.C

Nous considérons cette action comme une expérience pilote. Nous connaissons d'autres endroits (Ernault Somua à Paris XIV; Bonneuil-Creteil et Chatou en S.O) où une discussion semblable a eu lieu. Les camarades ont oublié dans leur compte rendu ce qu'il y a peut-être de plus important : cette ébauche de programme commun PCF PSU sera soumise à l'approbation et à la discussion de tous les travailleurs de la gare de LYON

Maintenant préparer l'offensive des travailleurs pour l'alternative socialiste commence par l'élaboration d'un programme mais les circonstances politiques générales font des méthodes de discussion donc des responsabilités les éléments les plus importants parce qu'elles commandent le contenu de ce programme .L'efficacité de notre action consistera à arriver à porter cette discussion devant tous ceux qu'elle concerne , donc l'ensemble des travailleurs, organisés ou non

REUNION A LA SORTIE DE L'USINE ERNAULT-SOMUA.

Mi-janvier. En dépit du lieu de réunion proche de l'usine, en dépit de la présence annoncée de Florimond Bonte, cette assemblée organisée par le PCF ne groupa que 20 personnes.

Supposant le programme du PCF connu, le secrétaire de cellule introduisit, d'emblée, le débat en indiquant que Florimond Bonte répondrait.

Un unique SFIO dit en dix secondes que Deferre n'avait pas encore été désigné par son parti.

Calvès intervint sur les points suivants :

- 1°) D'accord avec le P.C.F. sur tous les aspects dangereux de la candidature Deferre. D'accord pour penser qu'il faut un programme.
- 2°) D'accord pour considérer qu'un "contre plan" peut sembler se placer dans les cadres politiques du régime, et qu'il faut donc dire tout autre chose aujourd'hui. Mais, quand, au nom de la CGT, Krasucki demande au gouvernement d'entreprendre une enquête "objective" sur les revenus capitalistes, cela peut également renforcer les illusions sur la possibilité de réformes économiques sérieuses dans les cadres de ce régime.
- 3°) Parlons du "programme". Le meilleur des programmes est trompeur s'il ne souligne pas l'absolue nécessité d'arracher les armes des mains de la classe dominante. Que veut dire "épurer la police" ? On n'épure que ce qu'on veut conserver. Il faut le licenciement de la police et de l'Etat-major. Il faut que l'ordre socialiste soit assuré par la milice des travailleurs.
- 4°) Le mot "nationalisation" n'est pas magique. Parfois la bourgeoisie a besoin de certaines nationalisations. La pierre de touche d'une nationalisation anti-capitaliste, c'est qu'elle se fasse "sous contrôle ouvrier" et "sans indemnité pour les gros porteurs d'actions". Apparemment le programme PCF dit le contraire.
- 5°) Mes propositions indiquent, bien sûr, qu'il faudra aller loin et sortir des chemins du parlementarisme. Je rappelle aux camarades qu'il fut une époque où le PCF était le premier parti du pays. Il avait plus du tiers des voix aux élections. Il voulut un des 3 "ministères-clefs" (celui de l'Intérieur, ou des affaires étrangères, ou de la défense nationale). Ceci semblait légitime du point de vue de l'arithmétique, et possible du point de vue de la démocratie. Or, il n'obtint rien. Quelle force fut donc plus puissante que la volonté populaire exprimée électoralement ? Quelle garantie avons nous qu'une telle situation ne se reproduira plus ?
- 6°) Techniquement, les conditions du socialisme sont mieux réalisées en France, qu'en Chine, en Algérie ou à Cuba. Mais que manque t'il en France ? La volonté affirmée par les partis ouvriers de lutter pour le socialisme. Le drame, c'est qu'on semble dire que le socialisme n'est bon que pour les pays sous-développés, tandis que pour les pays industrialisés, il n'est qu'une sorte de rêve comme le paradis chrétien. Mettons donc au premier plan de nos préoccupations la lutte pour une société socialiste.

Dans une longue intervention préparée, Florimond Bonte se borna à reprendre les griefs du PCF contre l'opération Deferre.

Il ne fit que deux allusions à la contradiction portée. A propos des nationalisations, il souligna "qu'il est bon d'en discuter" et que de telles réunions sont utiles en ce sens.

A propos de la comparaison entre la France et les pays sous-développés, il eut cette réponse logique... mais inattendue :

"Pourquoi le socialisme est-il à l'ordre du jour en Chine, en Algérie et à Cuba ? Mais, parceque dans ces pays la révolution a été faite"

Evidemment.....

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

